

Obtentions végétales—Loi

de prises de contrôle. Au Canada, Stewart Seeds appartient maintenant à Ciba-Geigy, et Warwick Seeds à Pfizer.

Tout cela a sans doute du sens du point de vue des sociétés, mais pas nécessairement du point de vue agricole. Qu'est-ce qui pourrait être beaucoup plus rentable que de commercialiser des semences, des engrais et des pesticides, produits nettement interdépendants, à partir d'une seule et même entité? Mais sommes-nous assez naïfs pour croire que la division des semences d'une multinationale va chercher avidement une variété végétale brevetable demandant peu d'apport de ses divisions des pesticides et des engrais?

Les brevets attirent les multinationales: ces dernières se développent en commercialisant massivement des produits uniformes et non en concevant des produits faits sur mesure pour de petits marchés spécialisés comme le Canada. Deux mille variétés végétales traditionnelles ont été retirées en juin dernier du registre du marché commun européen. À elle seule, la Grande-Bretagne a perdu 500 variétés végétales en juillet, quand son règlement sur les semences interdit (par une amende de 400 livres) de vendre ou de répertorier des variétés ne figurant pas sur la liste.

Je suppose que c'est la prochaine mesure que prendront les conservateurs.

On estime que l'Europe aura perdu les trois quarts de ses variétés végétales au cours de la décennie.

Pourtant, Eugene Whelan appuie toujours le projet de loi C-32. Un organisme aussi important que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'oppose à l'octroi de brevets parce qu'ils limitent l'échange d'information et de matériel végétal entre les obtenteurs internationaux. Dans un document interne, cet organisme affirme que les brevets ont conduit à des pratiques monopolistiques, à des épidémies d'origine agricole dans le tiers monde et au rétrécissement de la base génétique sur laquelle repose toute forme de vie végétale. Et ce, dans un domaine où le niveau de tolérance est étonnamment faible: bien qu'il y ait plus de 300 000 espèces de plantes évoluées sur notre planète, plus de 90 p. 100 des aliments consommés par les humains ne proviennent que de 30 de ces espèces; seulement 30 000 de ces espèces ont été étudiées, et d'ici la fin du siècle 50 000 espèces auront disparu à tout jamais. Néanmoins, le Canada refuse de tenir compte des avertissements des organismes spécialisés, comme le U.S. National Farmers' Union, et envisage avec allégresse de confier cet équilibre fragile au secteur privé dominé par les multinationales.

Pourquoi le Canada devrait-il se joindre à ce mouvement démoniaque visant la destruction génétique? Pour se sentir aussi isolé sur le marché universel des semences qu'il ne l'est dans le domaine des pesticides, où il doit se contenter de produits conçus pour des climats plus tempérés et des marchés plus vastes? Ne vous y trompez pas. Dans le monde politique du négoce agricole multinational, une tomate sans goût peut sortir non endommagée de la moissonneuse comme une balle de caoutchouc et survivre à un périple de 2 000 km en camion pour permettre à son producteur de toucher des redevances, et elle aura toujours le dessus sur une tomate au goût délicieux, qui est également plus nutritive, mais qui malheureusement est fragile et ne peut être protégée par un brevet. La production à la chaîne et la mécanisation ont déjà produit la tomate caoutchouteuse et rendu les variétés traditionnelles extrêmement rares. Ils ont également triomphé de 6 000 petits producteurs canadiens au cours des 25 dernières années.

Mais il y a pas que l'augmentation des profits et l'amélioration de l'uniformité à considérer.

C'est la qualité qui compte, tout comme le fait de planifier une récolte en fonction de sa capacité de croissance; et, ce qui importe par-dessus tout, tout comme le fait de préserver les anciennes plantes dans le pool génétique dont nous aurons peut-être besoin pour corriger nos erreurs. Sans compter la curieuse idée que nous sommes nombreux à avoir, soit que les plantes devraient être accessibles à tous, sans redevance aucune.

Voilà ce que je considère comme un excellent article de Carol Allen.

Il se forme une coalition que le gouvernement ne veut pas entendre. Permettez-moi enfin de vous citer l'extrait d'une lettre de Susan McIntosh, coordonnatrice de la coalition GROW contre les pesticides. En 1988, les économistes ont déclaré:

Les fabricants de produits chimiques ont dépensé environ 10 milliards de dollars en autant d'années pour faire l'acquisition d'entreprises de semences partout dans le monde. . .

Elle cite Pioneer Hi-Bred, Sandoz, Dekalb-Pfizer, Upjohn, Limagrain, Shell Oil, ICI, Ciba-Geigy, Orson and Cargill comme étant les dix plus grandes entreprises de semences au monde.

Sept de ces dix entreprises s'occupent de produits chimiques pour la culture et au moins six d'entre elles vendent déjà des semences au Canada. Cette tendance s'accroîtra si le projet de loi est adopté.

Aucun député ni citoyen canadien ne devrait appuyer le projet de loi C-15 proposé. C'est une mesure mauvaise.

M. Blaine A. Thacker (secrétaire parlementaire du ministre des Consommateurs et des Sociétés): Monsieur le Président, c'est un honneur que de m'adresser à la Chambre et de participer à un débat important qui permettra à nos concitoyens de nous juger tous.

C'est un projet de loi qui aurait dû, à mon avis, être adopté par le Parlement il y a au moins dix ans, car il s'agit vraiment de savoir si le Canada et les jeunes Canadiens vont participer à l'avenir du monde, étant donné que la biotechnologie est là, que la question de la protection des obtentions végétales se pose et que nous devons résoudre ce problème. Il s'agit alors de savoir avec quel parti le Canada peut au mieux s'engager dans le XXI^e siècle.

• (2300)

Il faut donc se demander quel parti est le mieux placé pour diriger le Canada à l'aube du XXI^e siècle. Si le NPD avait dirigé notre pays au moment de la révolution industrielle, nous n'y aurions pas pris part. Lorsque nous sommes passés du bateau au train, du train à l'avion, au camion et à l'automobile, le Canada n'aurait pas suivi si le NPD. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Thacker: Les néo-démocrates sont de toute évidence plus que des néo-conservateurs—on aurait toujours raté le coche la première fois avec eux.